On a invité le gouvernement à faire exécuter rigoureusement la loi réglementant la coupe du bois par le marchand de bois.

On a exprimé le vœu que le gouvernement ne devrait dépenser de l'argent que pour des chemins véritablement utiles à la colonisation.

On conseille de changer la loi des "homestead" afin de permettre au colon d'hypothéquer sa terre de façon à ce qu'il puisse se procurer à des taux raisonnables l'argent dont il a besoin pour développer son patrimoine.

On demande aux compagnies de chemins de fer une réduction des taux de colonisation pour les nouveaux colons.

On désire que le gouvernement vienne en aide aux écoles pauvres des anciennes colonies.

Enfin, "the last but not the least", on exprime le désir de voir le gouvernement former des réserves qui seraient pourvues d'avance de chemins, de routes, de guides, d'église et d'école, avant l'arrivée du colon ou simultanément avec son établissement.

* * *

Mais il est un acte, ou mieux peut-être une scène du congrès de Saint-Jérôme qui doit être fixée dans le recueil de nos annales diocésaines. Elle importe d'ailleurs à l'histoire du Canada catholique.

Mgr l'archevêque de Montréal assistait, en qualité de président d'honneur, aux délibérations du congrès. Plusieurs fois Monseigneur a parlé. Il a rappelé le souvenir, toujours vivant dans le Nord, du regretté curé Labelle. Il a dit que l'œuvre de la colonisation avait toujours été l'objet des sollicitudes des évêques canadiens. Il a donné son adhésion la plus ferme à l'idée de coloniser par groupes, à celle de faire des réserves pour le colon, à celle encore de lui donner des bons chemins. Surtout, Sa Grandeur a insisté pour dire quelle place il faut faire à l'église et au clocher, à l'école et à l'instruction, dans les pays de colonisation. Une fois de plus, l'archevêque a prêché la guerre à l'alcool, demandant qu'on ne mette pas de *buvette* dans les villages nouveaux.